

Plaidoyer pour un accès à l'internet haut débit à Bédjondo

Zone blanche, données trop chères : constat, demandes et engagements

Objet : plaidoyer pour un accès à l'internet haut débit à Bédjondo et dans le Mandoul Occidental
Destinataires : Ministère des Télécommunications et de l'Économie numérique ; Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) ; opérateurs Airtel Tchad, Moov Africa Tchad et Salam (SOTEL Tchad) ; Starlink Tchad et ses distributeurs agréés
Copie : Monsieur le Maire et le conseil communal de Bédjondo ; Monsieur le Préfet du Mandoul Occidental ; les élus provinciaux et nationaux du Mandoul
Date : 16 septembre 2026

Mesdames et Messieurs,

Bédjondo, chef-lieu du département du Mandoul Occidental, est une ville de plus de 11 000 habitants au dernier recensement publié (2009) et, très probablement, de plus de 15 000 aujourd'hui. Elle est pourtant, pour l'essentiel, une **zone blanche** du haut débit : là où le réseau mobile passe, l'accès à internet reste lent, instable, et son coût, par le seul canal des forfaits de données des opérateurs de téléphonie mobile, est hors de portée de la plupart des familles. ADEB LONODJI, Association de Développement et d'Entraide de Bédjondo, qui rassemble Bédjondo et sa diaspora au service de tous ses habitants, porte par la présente un plaidoyer simple : Bédjondo et son département ont droit, comme les autres, à un internet fiable et abordable. Nous exposons le constat, ce que le haut débit rendrait possible pour l'économie et l'emploi, ce que nous demandons, et ce que nous nous engageons à faire.

1. Le constat : un chef-lieu déconnecté dans un pays déjà mal connecté

Les chiffres nationaux disent l'ampleur du retard. Fin 2022, d'après les données reprises par le ministère, la couverture de la population était de 86,8 % en 2G, de 68 % en 3G et de seulement 36 % en 4G ; en 2025, le Tchad ne compte qu'environ 2,7 millions d'utilisateurs d'internet, soit moins d'un habitant sur cinq, pour près de 14,5 millions de cartes SIM actives — être joignable par téléphone n'est pas être connecté. Le coût est l'autre barrière : deux gigaoctets de données représentent plus de 5 % du revenu mensuel moyen, et le Tchad figure, année après année, parmi les pays d'Afrique où la donnée mobile est la plus chère, l'ARCEP elle-même relevant dès 2021 que « la connexion internet coûte très cher pour les petits volumes de données ». Les causes sont connues et documentées : un marché longtemps limité à deux opérateurs, des sites alimentés par des groupes électrogènes, un territoire vaste et peu dense qui renchérit la fibre, une fiscalité sectorielle lourde.

À Bédjondo, ces moyennes nationales se traduisent par une réalité quotidienne rapportée par nos membres et les habitants : un signal qui ne permet pas d'ouvrir une page administrative, encore moins de suivre un cours ou une téléconsultation ; des forfaits achetés par petits volumes, donc au prix le plus élevé ; aucune offre fixe ; aucun point d'accès public. Un élève de Bédjondo qui prépare le baccalauréat — ils étaient 357 candidats

dans la localité en 2025 — n’a pas accès aux ressources qu’un élève de N’Djamena consulte chaque jour. Un agent de santé ne peut pas transmettre un rapport. Un commerçant ne peut pas utiliser le paiement mobile de façon fiable. La commune, dotée d’un conseil et d’un plan de développement, gère ses registres sans connexion. Nous ne disposons pas de mesures officielles de couverture pour la ville : c’est l’une de nos demandes.

2. Ce qui rend le plaidoyer réaliste aujourd’hui

Trois évolutions récentes rendent une solution possible à court terme. D’abord, l’État a annoncé en novembre 2024 le déploiement de 200 nouveaux sites 3G et 4G, l’arrivée d’un troisième opérateur mobile, Salam, filiale de SOTEL Tchad, et l’achèvement du corridor de fibre optique transsaharien reliant le pays aux câbles sous-marins via le Nigeria, le Bénin et l’Algérie. Ensuite, l’ARCEP a accordé une licence à Starlink le 13 mars 2025 et annoncé le 4 juillet 2025 son opérationnalisation sur l’ensemble du territoire, zones reculées comprises, avec des abonnements mensuels de 12 000 FCFA (50 Go), 18 000 FCFA (250 Go) et 32 000 FCFA (illimité), et l’engagement du régulateur de contrôler les débits réels et la transparence des offres. Enfin, l’énergie solaire, désormais courante, permet d’alimenter un site ou un point d’accès sans groupe électrogène. Autrement dit : les outils existent ; il manque une décision de les orienter vers Bédjondo.

Mise à jour du 17 septembre 2026. Un guichet plus direct que les opérateurs existe, et nous ne l’avons pas identifié : le **Projet de transformation numérique du Tchad**, financé par un don de la Banque mondiale de **92,2 millions de dollars sur cinq ans**, vise explicitement l’accès au haut débit pour **plus de 4,5 millions de personnes en zones rurales**, l’usage des plateformes publiques numériques par deux millions d’utilisateurs, et la formation numérique de **40 000 bénéficiaires, dont au moins 25 000 femmes et jeunes filles** et 2 000 personnes handicapées. Ses composantes couvrent l’extension de la connectivité, les compétences numériques et les services publics en ligne — soit exactement les trois volets de notre demande, y compris l’espace numérique communal. Nous demandons donc, en premier lieu, l’inscription de Bédjondo dans les zones rurales bénéficiaires de ce projet.

3. Ce que le haut débit rendrait possible : une économie numérique, des emplois, des entreprises

L’accès à internet n’est pas un confort ; c’est un outil de production. La Banque mondiale a estimé de longue date que, dans les pays en développement, dix points de pénétration supplémentaires du haut débit s’accompagnent d’environ 1,4 point de croissance économique. À l’échelle de Bédjondo, cela se traduit très concrètement. Les producteurs d’arachide, de sésame et de karité des cantons pourraient connaître les prix des marchés de Koumra, Sarh ou N’Djamena avant de vendre, traiter directement avec des acheteurs et des coopératives, et utiliser le paiement mobile de façon fiable pour sécuriser leurs recettes. Les jeunes diplômés de la ville, aujourd’hui contraints de partir, pourraient travailler à distance — saisie, traduction, développement, design, services aux entreprises — pour des clients de N’Djamena ou de l’étranger, et créer sur place des entreprises numériques : cybercafés modernisés, boutiques en ligne pour les produits locaux, agences de services administratifs dématérialisés, maintenance informatique et solaire. Les artisans et commerçants du marché gagneraient une vitrine et des clients au-delà du département. La commune pourrait tenir son état civil, son cadastre et ses registres fiscaux sous forme numérique et offrir des

démarches en ligne. Les écoles auraient accès aux ressources pédagogiques et aux cours à distance ; le centre de santé, à la télémédecine et aux commandes de médicaments. Et la diaspora bedjond, nombreuse et qualifiée, pourrait enfin transmettre ses compétences, financer et accompagner des projets sans attendre un retour au pays.

C'est précisément la vocation du Pôle IV — Numérique & innovation d'ADEB LONODJI et de sa thématique Compétences & entrepreneuriat numérique : former les jeunes de Bédjondo aux métiers du numérique, accompagner la création d'entreprises, relier les porteurs de projets aux financements et aux marchés. Sans connexion, ce pôle n'a pas d'outil. Avec une connexion fiable et abordable, Bédjondo peut devenir un petit centre d'économie numérique du sud du Tchad plutôt qu'un réservoir d'exode. Chaque mois de retard est un mois d'emplois qui se créent ailleurs.

4. Ce que nous demandons

Au ministère et à l'ARCEP :

- inscrire Bédjondo et les cantons du Mandoul Occidental (Bébopen, Nderguigui, Yomi et la sous-préfecture de Péni) parmi les zones prioritaires du programme des 200 sites 3G/4G et des interventions du service universel
- publier la carte de couverture réelle du département et les résultats des mesures de qualité de service par localité
- veiller à ce que les tarifs des petits volumes, ceux qu'achètent les ménages ruraux, baissent effectivement
- étudier le raccordement de Bédjondo, chef-lieu de département, à la dorsale nationale de fibre optique via Koumra

Aux opérateurs mobiles :

- moderniser en 4G les sites qui desservent Bédjondo et en solariser l'alimentation
- proposer, comme cela se fait ailleurs, des offres de données à tarif rural ou social et des forfaits « éducation » pour les établissements scolaires
- communiquer aux autorités locales un calendrier de couverture

À Starlink Tchad et à ses distributeurs agréés : ouvrir un point de vente et d'installation accessible depuis le Mandoul, et proposer des conditions adaptées aux équipements publics et aux structures communautaires (école, centre de santé, mairie, bibliothèque).

À la commune et aux élus : porter cette demande dans leurs instances, réserver dans le plan de développement communal un emplacement et une ligne pour un espace numérique public, et relayer chaque avancée aux habitants.

5. Ce qu'ADEB LONODJI s'engage à faire

Nous ne demandons pas seulement ; nous proposons. ADEB LONODJI s'engage :

- à **cofinancer, avec sa diaspora, un premier espace numérique communautaire** à Bédjondo — connexion satellitaire, alimentation solaire, quelques postes — ouvert en priorité aux élèves, aux enseignants, aux agents de santé et aux services de la commune, et dont l'exploitation sera confiée à un comité local

- à organiser, avec le pôle Numérique & innovation, une **campagne citoyenne de mesure des débits** à Bédjondo et dans les cantons, dont les résultats seront transmis à l'ARCEP et publiés
- à former des jeunes de la ville à l'entretien des équipements
- à rendre compte publiquement, sur son site, des réponses reçues au présent plaidoyer

Ce que nous ne savons pas, et ce que nous demandons pour cela

Nous n'avons trouvé aucune donnée publique de couverture ou de qualité de service à l'échelle de Bédjondo ; nous ne connaissons ni les sites existants ni les projets éventuellement déjà programmés pour le Mandoul Occidental. Nous demandons donc respectueusement aux destinataires de bien vouloir nous communiquer ces informations, de désigner un interlocuteur, et de nous indiquer par quelle première mesure ils entendent commencer. ADEB LONODJI se tient à leur disposition.

Pour ADEB LONODJI,
l'animateur de l'association, Bignéro Moïalbéi LE MADANG,
avec le bureau exécutif : Adoumbé Maoura, président ; Salomon Ngarbaye, secrétaire général.